



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE
ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA
A FIN MAI 2018**

Juillet 2018



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA A
FIN MAI 2018**

JUILLET 2018

SOMMAIRE

| | Pages |
|--------------------------------------------------------------------|--------------|
| PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE | 3 |
| I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL | 6 |
| 1.1 Activité économique dans le monde | 6 |
| 1.2. Actions des banques centrales | 6 |
| 1.3. Marchés des matières premières | 6 |
| 1.4. Marchés financiers mondiaux | 8 |
| II. ACTIVITES ECONOMIQUES DANS L'UEMOA | 10 |
| 2.1. - Production de biens et services | 10 |
| 2.2 - Inflation | 13 |
| III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE | 14 |
| 3.1 Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire | 14 |
| 3.2. Taux d'intérêt débiteurs | 14 |
| 3.3. Liquidité bancaire | 15 |
| 3.4 Situation monétaire | 16 |
| IV. MARCHE FINANCIER DE L'UEMOA | 19 |
| 4.1 Marché boursier de l'UEMOA | 19 |
| 4.2 Marché des titres de la dette publique | 20 |
| V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA | 21 |
| 5.1. Environnement international | 21 |
| 5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA | 22 |
| 5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union | 24 |
| 5.4. Perspectives d'inflation | 24 |
| ANNEXES STATISTIQUES | 25 |

PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

1- Evolution récente

Au cours du mois de mai 2018, l'environnement international dans lequel ont évolué les économies de l'Union a été marqué par la poursuite de la tendance haussière de l'activité économique dans les principaux pays avancés, ainsi que ceux émergents, à l'exception de la zone euro où le ralentissement de la croissance économique s'est confirmé.

La plupart des banques centrales des pays avancés, émergents et de la sous région ont maintenu inchangée l'orientation de leur politique monétaire, à l'exception de la Banque Centrale du Ghana qui a davantage assoupli sa politique monétaire, en liaison avec la baisse des pressions inflationnistes.

Les prix des produits agricoles exportés par les pays de l'Union ont enregistré des évolutions contrastées. Les cours du caoutchouc, du pétrole et du cacao se sont accrus, tandis que ceux de l'huile de palme, de la noix de cajou et de l'or ont baissé. Les cours des produits énergétiques et des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'Union, à l'exception de ceux de l'huile de soja et du riz, se sont renforcés.

Les marchés financiers ont évolué favorablement, avec la bonne tenue de l'activité économique dans les principaux pays avancés et émergents. Cette situation serait dégradée par l'accentuation des tensions entre la Chine et les États-Unis. Au niveau des marchés des changes, la monnaie européenne s'est repliée par rapport au dollar des États-Unis, au yen japonais et au franc suisse. En revanche, elle s'est renforcée vis-à-vis de la livre sterling. L'évolution contrastée de l'euro est liée à l'orientation défavorable des récents indicateurs économiques, laissant présager un net ralentissement de la croissance en zone euro au deuxième trimestre 2018, et la bonne dynamique de l'activité économique aux États-Unis. Sur le marché ouest africain, le franc CFA s'est déprécié par rapport à la plupart des monnaies de la sous-région. Les baisses les plus significatives ont été enregistrées vis-à-vis du cedi ghanéen, du franc guinéen et du naira nigérian.

Au niveau des pays de l'UEMOA, les indicateurs récents de conjoncture indiquent un net rebond du rythme de progression de l'activité économique en mai 2018, hormis les secteurs des services et des bâtiments et travaux publics où la conduite des affaires s'est affaiblie. En effet, du côté de l'offre, la production industrielle a augmenté. La demande a également progressé, comme en témoigne la hausse des ventes au détail observée au cours du mois sous revue. Par rapport à la même période de 2017, le rythme de progression de l'activité économique est en hausse, à l'exception des services marchands et financiers, dont le dynamisme a été ralenti.

Du côté des prix à la consommation, le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à 0,4% à fin mai 2018, après +1,3% le mois précédent. La décélération du rythme de progression du niveau général des prix est imputable au reflux de ceux des produits alimentaires, en ligne avec l'amélioration de l'offre de céréales, de tubercules et plantains dans les pays côtiers, notamment en Côte d'Ivoire et au Togo. Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix les plus volatils, est ressorti en

glissement annuel, à 0,6% à fin mai 2018 contre 0,8% à fin avril 2018.

Les conditions financières dans l'UEMOA se sont détendues au cours du mois sous revue, avec des taux sur les marchés monétaire et interbancaire en baisse. Sur les guichets de la Banque Centrale, le taux moyen pondéré et le taux marginal des opérations d'appels d'offres à une semaine sont ressortis respectivement à 4,49% et 4,0%. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur l'ensemble des maturités est ressorti à 5,38%, en repli de 20 points de base en un mois. Les taux débiteurs appliqués par les banques aux opérateurs économiques ont également suivi le mouvement baissier, passant de 6,71% à 6,70%. Le repli est principalement localisé au niveau des crédits d'équipement et de consommation.

La liquidité propre des banques s'est améliorée de 306,3 milliards, en liaison avec les flux nets des transferts externes (+148,8 milliards) et les opérations avec les Etats (+187,7 milliards).

La situation monétaire de l'Union à fin mai 2018, comparée à celle prévalant une année plus tôt, est caractérisée par une progression de la masse monétaire (+10,2%), portée essentiellement par l'accroissement des actifs extérieurs nets (AEN) (+39,1%). En effet, les AEN des institutions de dépôts de l'Union se sont renforcés, en liaison avec la mobilisation d'euro-obligations par le Sénégal et la Côte d'Ivoire en mars 2018 pour un montant de 2.010,9 milliards.

2- Perspectives

Au plan de l'environnement externe et pour le reste de l'année 2018, il est attendu la poursuite de la dynamique de l'activité, confortée notamment par les effets positifs des modifications de la politique fiscale américaine. À très court terme, l'activité économique demeure soutenue. Le regain de dynamisme serait observé dans les pays émergents et en développement, ainsi que dans les pays avancés. Les indicateurs conjoncturels disponibles indiquent un renforcement de la croissance dans les pays partenaires de l'Union au deuxième trimestre 2018. Le taux de croissance du PIB est attendu en hausse au Japon et au Royaume-Uni.

Sur les marchés des matières premières, les prix de la plupart des produits agricoles demeureraient en hausse, mais leurs niveaux restent relativement faibles, sur les deux mois à venir (juin et juillet 2018). Les cours du cacao maintiennent leur tendance haussière en juin et juillet 2018, en liaison avec la vigueur de la demande mondiale, notamment d'Asie, d'Europe et des Etats-Unis, ainsi que la baisse de l'offre mondiale. Les prix du café baisseraient sur la même période, du fait de la faiblesse de la demande mondiale. Les cours du coton resteraient soutenus par les inquiétudes sur les conditions météorologiques défavorables qui pèsent sur les perspectives de la production mondiale, notamment dans les principales zones de production aux Etats-Unis et en Chine. Les prix des produits énergétiques progresseraient en juin et juillet 2018, en lien avec les risques géopolitiques au Moyen Orient (Iran) et le maintien de la limitation de la production par l'OPEP et la Russie.

Dans les pays de l'UEMOA, au titre du mois de juin 2018, l'ensemble des secteurs d'activité renforceraient leur dynamisme. Les économies de l'Union bénéficieraient du renforcement de la demande intérieure et du redressement des cours des matières premières ainsi que des perspectives favorables de la campagne agricole notamment dans les pays du Sahel. Des conditions financières favorables sur les marchés financiers internationaux et au plan régional faciliteraient également la conduite des affaires.

Les estimations effectuées par la BCEAO à partir des résultats des enquêtes de conjoncture de mai 2018 et les dernières informations disponibles font ressortir un léger ralentissement de la croissance, à très court terme, des économies de l'Union, avec un taux de progression de l'activité économique de 6,4% au deuxième trimestre 2018, après une réalisation de 6,5% le trimestre précédent. Le recul du rythme d'activité au deuxième trimestre 2018 est attribuable notamment à l'arrêt de la production de pétrole au Niger pour des travaux de maintenance, aux difficultés d'extraction de ce produit en Côte d'Ivoire, aux contre-performances observées dans certaines industries au Sénégal et à la crise sociopolitique qui a entamé la confiance du secteur privé au Togo. La bonne tenue de la production d'énergie et l'accroissement des dépenses courantes des administrations publiques ont atténué cette tendance baissière. Sur l'ensemble de l'année 2018, le rythme d'expansion de l'économie s'établirait à 6,8%, en net accroissement par rapport aux réalisations de 2017 (+6,5%).

La masse monétaire de l'Union se situerait à 26.102,2 milliards à fin juin 2018 contre 23.761,8 milliards un an plus tôt. La hausse de 2.340,4 milliards (ou +9,8%) qui en résulterait serait imputable à la progression de 1.887,9 milliards (+7,5%) des créances intérieures attendues à 26.934,6 milliards et des AEN (+1.244,9 milliards ou +24,6%).

Les prévisions d'inflation font ressortir une légère hausse du rythme de progression des prix en juin 2018 (+0,7% contre 0,4% en mai 2018). En juillet 2018, les prix évolueraient de 0,8%, en glissement annuel. La hausse du taux d'inflation serait imputable à l'accroissement des tarifs des produits alimentaires et de logement, ainsi qu'à la forte demande en ce début des travaux champêtres. L'augmentation des prix ainsi projetée serait amoindrie par l'offre suffisante des produits alimentaires locaux. Sur la base des réalisations des cinq premiers mois de 2018 et des prévisions sur le reste de l'année, le taux d'inflation, en moyenne annuelle, se situerait à 1,2% en 2018 contre une réalisation de 0,8% en 2017.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1 Activité économique dans le monde

L'activité économique mondiale a maintenu son dynamisme durant le mois de mai 2018. Dans les économies avancées, la tension commerciale déclenchée par l'administration américaine risque de remettre en cause la stratégie d'investissements des entreprises. En zone euro, les indicateurs conjoncturels indiquent une poursuite du ralentissement de la croissance du secteur privé. Aux Etats-Unis, la croissance reste vigoureuse.

Au niveau des pays émergents, l'économie chinoise, soutenue par le dynamisme des secteurs des hautes technologies, est restée vigoureuse. Les efforts visant à réduire la taille des industries lourdes se sont poursuivis en Chine, diminuant le ratio d'endettement des entreprises. Dans les autres économies émergentes, l'activité économique demeure bien orientée.

1.2. Actions des banques centrales

La plupart des banques centrales des pays avancés, émergents et de la sous région ont maintenu inchangée l'orientation de leur politique monétaire, à l'exception de la Banque Centrale du Ghana qui a davantage assoupli sa politique monétaire, en liaison avec la baisse des pressions inflationnistes.

La Réserve fédérale américaine (FED) a, au cours de la réunion de son Comité de Politique Monétaire (CPM) du mercredi 2 mai 2018, laissé ses taux inchangés. Toutefois, elle a souligné que le taux d'inflation était désormais proche de son objectif, ce qui a conduit au nouveau tour de vis de juin 2018. De même, la Banque d'Angleterre (BoE) a laissé, le jeudi 10 mai 2018, son principal taux directeur inchangé, à 0,5%. En outre, la BoE signale que la faible croissance enregistrée au premier trimestre 2018 est passagère.

Au niveau des pays émergents, la Banque Centrale du Brésil (BACEN) a maintenu inchangé, le mercredi 16 mai 2018, son principal taux directeur, à 6,5%, après l'avoir abaissé de 775 points de base depuis octobre 2016.

Dans la sous région, la Banque Centrale du Ghana (BoG) a, à l'issue de la réunion de son Comité de Politique Monétaire des 16 et 18 mai 2018, abaissé son taux directeur de 100 points de base, à 17,0%, dans un contexte de baisse des pressions inflationnistes. Ainsi, la BoG a réduit son taux directeur de 300 points de base cette année et de 900 points de base depuis l'amorce de sa politique accommodante en novembre 2016. La Banque Centrale du Nigeria (CBN) a, pour sa part, au cours de sa réunion des 21 et 22 mai 2018, adopté une attitude prudente, en maintenant inchangé son principal taux directeur, à 14,0%, malgré la baisse des pressions inflationnistes.

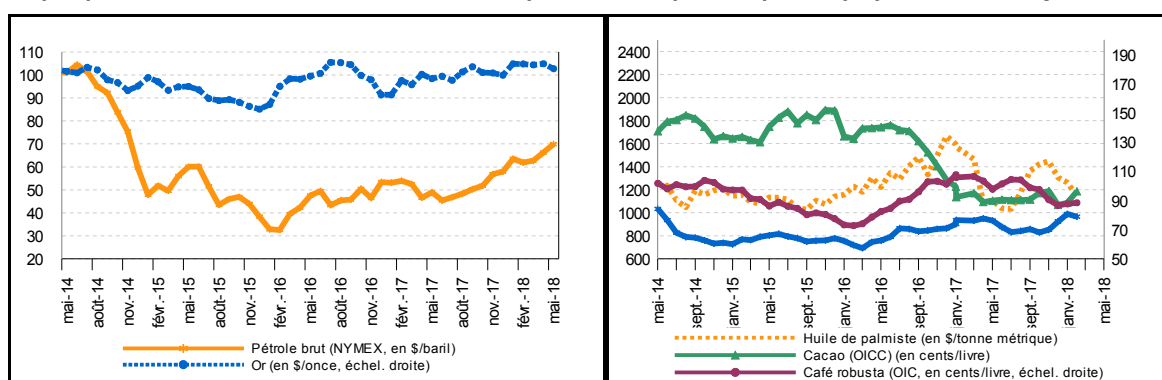
1.3 – Marchés des matières premières

Les prix des produits agricoles exportés et importés par les pays de l'UEMOA ont enregistré des évolutions contrastées. Les cours des produits énergétiques poursuivent leur tendance haussière ainsi que ceux de la plupart des produits alimentaires importés.

Les cours du caoutchouc (+7,5%), du pétrole (+5,5%) et du cacao (+2,8%) se sont accrus, tandis que ceux de l'huile de palme (-7,1%), de la noix de cajou (-5,5%) et de l'or (-2,2%) ont baissé.

Les prix du pétrole ont été soutenus principalement par le dynamisme de la croissance mondiale, les risques géopolitiques au Moyen Orient et la restriction de l'offre par l'OPEP et la Russie. Les cours du cacao ont bénéficié d'une reprise de la demande mondiale, notamment en Asie, en Europe et aux Etats-Unis. En revanche, les cours de l'huile de palmiste ont pâti d'une hausse de la production mondiale et des importants stocks dans les principaux pays producteurs, en particulier en Malaisie et en Indonésie. Les prix de la noix de cajou se sont ressentis de la faiblesse de la demande. Quant à l'or, ses cours ont été déprimés par la fermeté du dollar des Etats-Unis, devise de cotation de la valeur refuge, qui lui est mécaniquement défavorable du fait de la baisse de la demande.

Graphique 1 : Evolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (en devises)

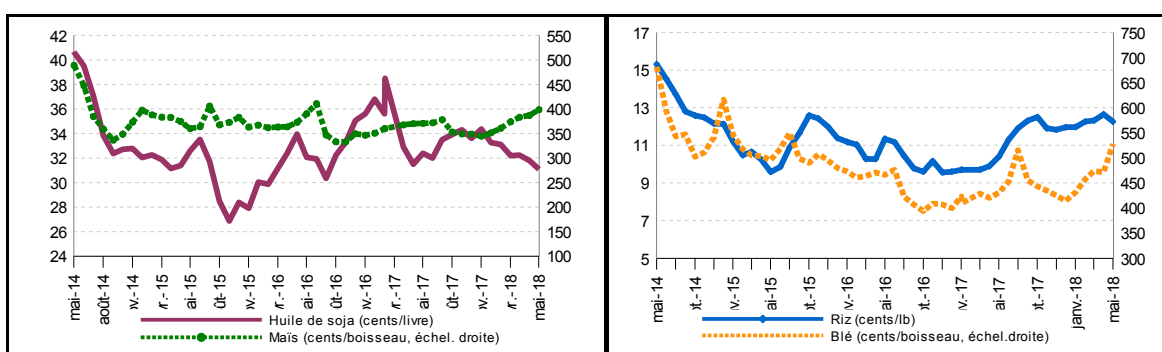


Sources : Reuters, calculs BCEAO

Les prix des principaux produits importés ont enregistré des évolutions contrastées

Les prix du blé (+12,0%) et du maïs (+3,0%) ont été soutenus par l'affermissement de la demande mondiale et les inquiétudes qui entourent la production de ces produits, notamment les conditions météorologiques défavorables dans les principales zones de production des Etats-Unis. En revanche, les prix du riz (-3,1%) ont été déprimés par l'augmentation de l'offre, avec l'approvisionnement suffisant des marchés, dans un contexte de la baisse de la demande suite au recul des achats des pays asiatiques, en particulier, l'Indonésie et les Philippines. Les cours de l'huile de soja (-2,2%) ont, pour leur part, été affectés par l'atonie de la demande mondiale et les bonnes perspectives de production de soja en Amérique Latine.

Graphique 2 : Evolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (en devises)



Sources : Reuters, calculs BCEAO.

1.4 - Marchés financiers mondiaux

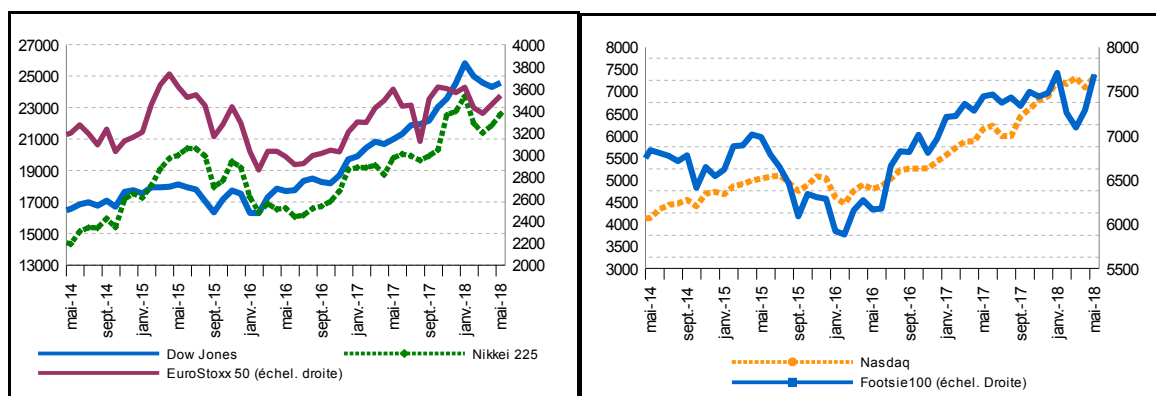
L'accentuation des tensions entre la Chine et les États-Unis a atténué l'optimisme des marchés financiers malgré la dynamique haussière de l'activité économique.

1.4.1. Les places boursières

Les principaux marchés boursiers ont enregistré des évolutions à la hausse, en liaison avec les bons résultats des entreprises cotées. Cette tendance a été atténuée par la hausse des tensions commerciales entre les États-Unis et les principaux partenaires commerciaux. Le rebond de l'inflation moins marqué que prévu aux États-Unis et le ton relativement accommodant adopté par la Banque d'Angleterre (BoE) ont, par ailleurs, accentué la crainte des investisseurs de voir les grandes banques centrales durcir leurs politiques monétaires.

Ainsi, au niveau des marchés boursiers, le Nikkei 225 de la bourse du Japon (+3,3%), l'indice Dow Jones de New York (+2,3%) et l'indice Euro Stoxx 50 des places européennes (1,1%) se sont accrus.

Graphique 3 : Evolution des indices boursiers internationaux (points)

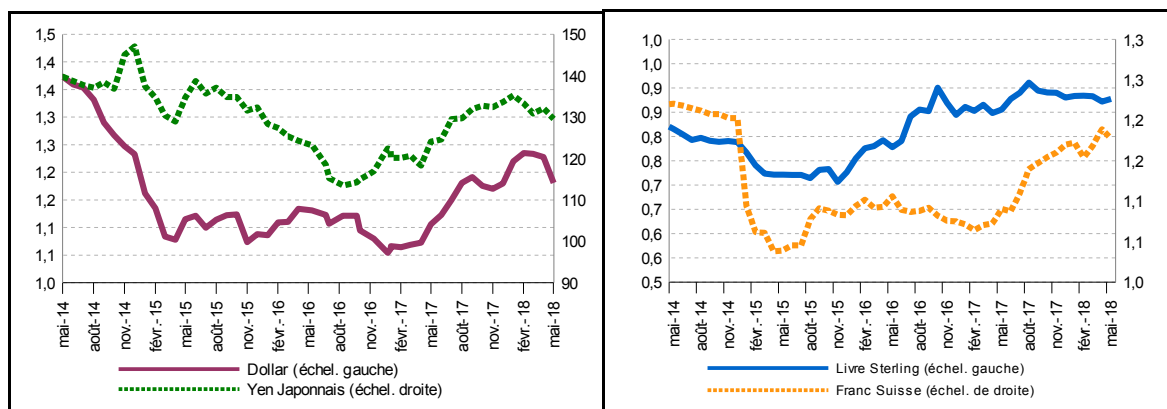


Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.3. Les taux de change

La monnaie européenne a reculé par rapport au dollar des États-Unis (-3,8%), au yen japonais (-2,0%) et au franc suisse (-1,0%), tandis qu'elle s'est renforcée vis-à-vis de la livre sterling (+0,6%). La hausse anticipée des taux de la FED de juin 2018 et la bonne dynamique de l'activité économique aux États-Unis ont entretenu la vigueur du dollar. En revanche, l'euro est pénalisé par la faiblesse persistante de l'inflation, compromettant le calendrier de resserrement de la politique monétaire de la BCE.

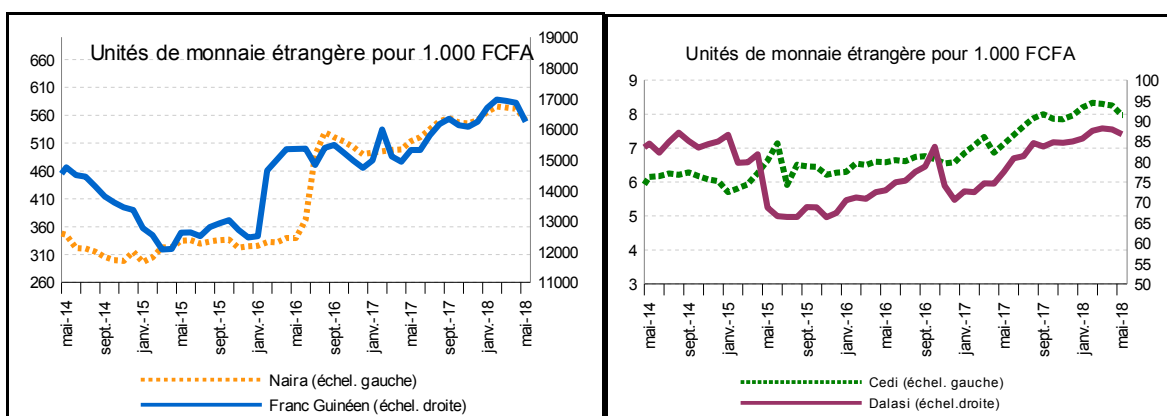
Graphique 5 : Evolution du taux de change de l'euro face aux principales devises



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Sur le marché ouest africain, sur la base des données officielles compilées par l'AMAO, le franc CFA s'est déprécié par rapport à la plupart des autres monnaies de la sous-région. En variation mensuelle, les baisses les plus significatives ont été enregistrées vis-à-vis du cedi ghanéen (-0,5%), du franc guinéen (-0,4%) et du naira nigérian (-0,4%).

Graphique 6 : Evolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest



Sources : Reuters, calculs BCEAO, AMAO

II. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS L'UEMOA

2.1. Production de biens et services

Les indicateurs récents de conjoncture indiquent un net rebond du rythme de progression de l'activité économique dans les pays de l'UEMOA, hormis les secteurs des services et des bâtiments et travaux publics où la conduite des affaires s'est affaiblie en mai 2018. En effet, du côté de l'offre, la production industrielle a augmenté. Du côté de la demande, il est observé un accroissement des ventes au détail au cours du mois sous revue. Par rapport à la même période de 2017, le rythme de progression de l'activité économique est en hausse, à l'exception des services marchands et financiers, dont le dynamisme a été ralenti.

2.1.1 - Production industrielle

La production industrielle, corrigée des variations saisonnières (CVS), s'est accrue d'un mois à l'autre (+5,5%), après une hausse de 0,5% le mois précédent. Cette situation traduit la hausse de la cadence des activités manufacturières et extractives, atténuée par le repli de la contribution à la croissance de la production d'énergie.

Le redressement des activités manufacturières est attribuable essentiellement à celui de la production des produits alimentaires, des produits pétroliers raffinés et des produits à base de tabac. L'augmentation de la production des produits alimentaires est localisée dans tous les pays, à l'exception du Niger où une baisse a été observée. L'accroissement de la fabrication des produits à base de tabac est noté en Côte d'Ivoire et au Mali.

Tableau 1 : Evolution de l'indice de la production industrielle, données CVS (en point de %)

| Branches | Variation mensuelle | | | | | Glissement annuel | |
|----------------------------------------|---------------------|------------|------------|------------|------------|-------------------|------------|
| | 2016 | 2017 | | 2018 | | 2018 | |
| | mai | mai | déc. | avril | mai | avril | mai |
| Production des activités extractives | 0,9 | 0,2 | -0,7 | -1,3 | 1,7 | -1,9 | -0,4 |
| dont pétrole brut et gaz naturel | 0,5 | 0,2 | -0,4 | -0,7 | 0,7 | -0,5 | 0,0 |
| Industries manufacturières | 5,2 | 1,3 | 3,3 | -1,6 | 3,7 | -1,7 | 0,6 |
| dont produits alimentaires et boissons | 1,4 | -0,6 | 4,5 | -3,4 | 1,7 | -2,8 | -0,6 |
| textiles | 0,0 | 0,0 | 0,1 | -0,1 | -0,1 | 0,4 | 0,4 |
| produits pétroliers raffinés | 0,2 | 0,0 | 0,1 | -0,1 | 0,3 | -0,2 | 0,1 |
| Electricité, eau et gaz | 1,2 | 0,6 | -1,6 | 3,3 | 0,2 | 1,7 | 1,2 |
| Indice Général | 7,3 | 2,1 | 1,0 | 0,5 | 5,5 | -1,9 | 1,4 |

(*) données provisoires

Source : BCEAO

La production de pétrole raffiné a augmenté durant le mois de mai 2018, en liaison avec la reprise de l'activité de la société de raffinage (SORAZ) au Niger, après la fin des travaux de maintenance exécutés du 15 mars au 15 mai 2018. Cette situation a été atténuée par la baisse de la production observée en Côte d'Ivoire.

Le secteur des activités extractives a été tiré principalement par la hausse de la production du pétrole brut et de l'uranium au Niger, de minerais métalliques en Côte d'Ivoire et au Mali, ainsi que des autres minerais en Côte d'Ivoire. Cette tendance a été tempérée par la baisse de la production des minerais métalliques au Niger.

Le ralentissement de la production d'énergie est lié à l'ensemble de ses composantes, en raison de la baisse de la fourniture d'électricité et d'eau au Mali, en Guinée-Bissau et en Côte d'Ivoire, atténuée par la hausse notée au Niger.

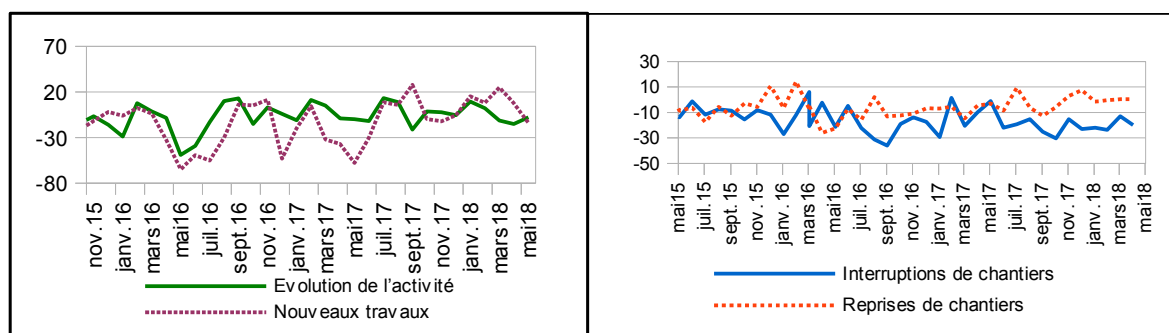
En glissement annuel, la production industrielle a augmenté de 1,4% en mai 2018, après une baisse de 1,9% en avril 2018, en liaison avec le redressement des activités de fabrication des produits alimentaires, de production d'uranium et de pétrole brut et raffiné.

2.1.2 - Bâtiments et travaux publics

Au cours du mois de mai 2018, l'enquête sur l'opinion des chefs d'entreprise fait état d'un ralentissement de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP). En effet, l'indicateur du climat des affaires dans le secteur des BTP est passé de 104,2 points en avril 2018 à 102,1 points en mai 2018, en relation avec la baisse du niveau global de l'activité et des nouveaux travaux, ainsi que l'accroissement des coûts d'exploitation. Toutefois, le repli des interruptions de chantiers et l'augmentation du volume des contrats signés ont atténué la tendance.

Par rapport à la même période de l'année précédente, le volume de l'activité a augmenté dans l'ensemble des compartiments des bâtiments et des travaux publics.

Graphique 6 : Evolution du solde d'opinion dans le secteur des bâtiments et travaux publics de l'UEMOA (%)



Source : BCEAO

2.1.3- Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce a augmenté de 2,5%, en variation mensuelle, en mai 2018, après une baisse de 3,8% enregistrée un mois plutôt. Le redressement de l'activité dans le commerce de détail est principalement lié à la hausse des ventes des produits pétroliers, des produits alimentaires et des motocycles neufs. Cette tendance a été atténuée par la baisse des ventes des produits pharmaceutiques, de textiles et de véhicules automobiles neufs.

Tableau 2 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires, données CVS (point de %)

| Branches | Variation mensuelle | | | | | Glissement annuel | |
|------------------------------------------------------------|---------------------|------------|------------|-------------|------------|-------------------|------------|
| | 2016 | 2017 | | 2018 | | 2018 | |
| | mai | mai | déc. | avril | mai | avril | mai |
| Produits de l'alimentation | -0,1 | 2,8 | -0,9 | 0,1 | 2,1 | -1,0 | -1,6 |
| dont autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs | -0,1 | 2,8 | -0,9 | 0,1 | 2,1 | -1,0 | -1,6 |
| Equipement de la personne | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | 0,0 | -0,1 |
| dont textiles, habillement, articles chaussants et cuirs | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | 0,0 | -0,1 |
| Equipement de logement | -0,1 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Automobiles, motocycles et pièces détachées | -0,7 | 1,3 | -0,8 | -0,5 | -0,5 | -0,1 | -1,7 |
| dont véhicules automobiles neufs | -0,6 | 0,9 | -1,0 | -0,7 | -1,2 | 0,1 | -1,9 |
| Produits pétroliers | 0,7 | -0,2 | 4,1 | -2,5 | -0,2 | 2,7 | 2,6 |
| Produits pharmaceutiques et cosmétiques | 1,4 | -0,7 | 0,2 | 0,5 | 0,2 | 0,1 | 1,0 |
| dont produits pharmaceutiques et médicaux | 1,4 | -0,7 | 0,2 | 0,7 | 0,1 | 0,2 | 1,1 |
| Produits divers | 0,6 | 0,2 | -0,8 | -1,3 | 0,9 | 1,0 | 1,7 |
| INDICE GLOBAL | 1,8 | 3,3 | 1,8 | -3,8 | 2,5 | 2,7 | 1,9 |

Source : BCEAO

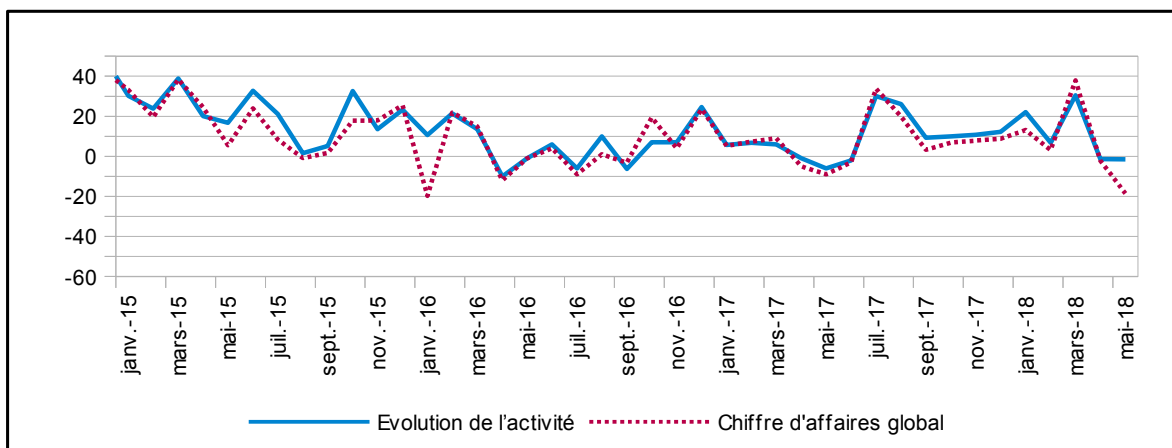
En glissement annuel, le rythme de progression de l'indice du chiffre d'affaires a poursuivi son ralentissement, passant de 2,7% en avril 2018 à 1,9% en mai 2018. Cette situation est attribuable essentiellement à la baisse des ventes de véhicules automobiles neufs et des produits alimentaires.

2.1.4 - Services marchands

Selon l'opinion des chefs d'entreprise, la conjoncture économique en mai 2018 demeure défavorable dans le secteur des services marchands. En effet, l'indicateur du climat des affaires dans ce secteur est passé de 98,2 points en avril 2018 à 96,7 points en mai 2018, imputable à la baisse du volume global des prestations dans les branches de l'hôtellerie, de la restauration et de l'immobilier. En effet, durant le mois sous revue, le chiffre d'affaires des entreprises de ce secteur a baissé, malgré la bonne tenue de la demande sur le compartiment extérieur du marché.

Par rapport à la même période de l'année passée, le rythme de progression de l'activité a baissé dans le secteur des services marchands, passant de 15,2% en avril à 10,9% en mai 2018, en relation avec le recul de la demande, notamment sur le marché local, et les contre-performances du secteur financier où le chiffre d'affaires n'a cru que de 4,0% en mai 2018 contre 11,6% le mois précédent.

Graphique 7 : Evolution du solde d'opinion dans le secteur des services marchands de l'UEMOA (en variation mensuelle %)



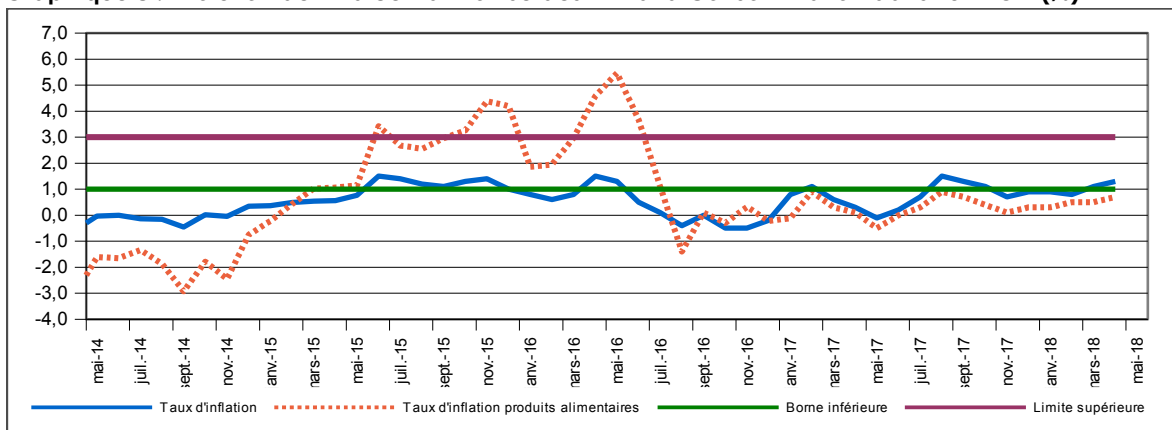
Source : BCEAO

2.2 – Inflation

Le rythme de progression du niveau général des prix a ralenti dans la plupart des pays de l'Union, en liaison notamment avec la baisse des prix des produits alimentaires.

Le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à 0,4% à fin mai 2018 contre 1,3% le mois précédent. La décélération du rythme de progression du niveau général des prix est imprimée essentiellement par la composante « Alimentaire », dont la contribution à l'inflation totale est ressortie négative à 0,2 point de pourcentage (pdp) à fin mai 2018 contre +0,7 pdp un mois plus tôt. Cette évolution est en ligne avec l'amélioration de l'offre de céréales, de tubercules et plantains dans les pays côtiers, notamment en Côte d'Ivoire et au Togo.

Graphique 8 : Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix les plus volatils, est ressorti, en glissement annuel, à 0,6% à fin mai 2018 contre 0,8% à fin avril 2018.

III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE

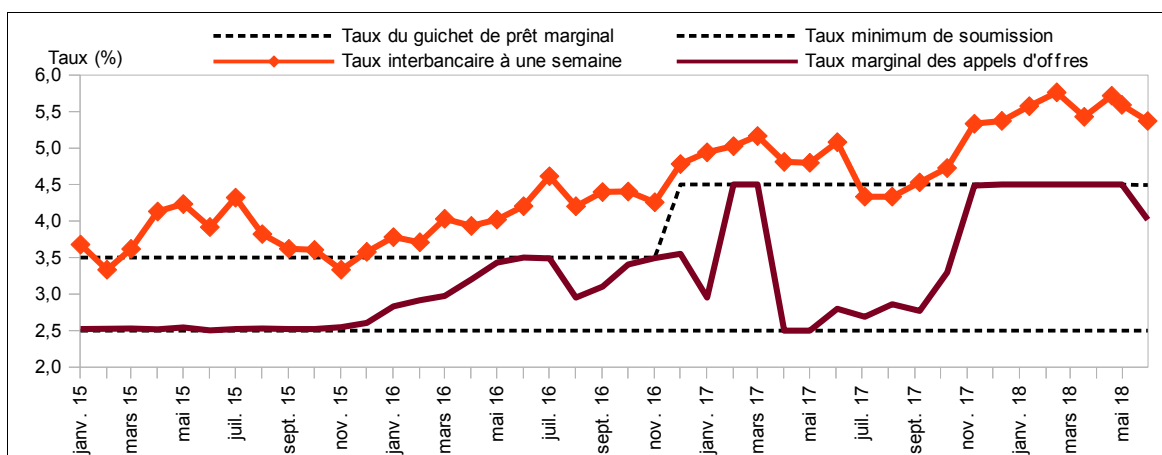
Les conditions financières et monétaires ont poursuivi leur détente, entamée en avril dernier. Le coût du financement accordé au secteur non financier est ressorti quasi-stable dans l'Union.

3.1 Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire

Les taux sur les marchés monétaire et interbancaire se sont repliés au cours du mois de mai 2018, tout en restant à des niveaux élevés. Sur les guichets de la Banque Centrale, le taux moyen pondéré des opérations d'appels d'offres à une semaine est ressorti à 4,49%, en baisse de 0,1 point de base par rapport à la situation du mois précédent (+4,50%). Quant au taux marginal, il s'est situé, en moyenne, à 4,02% au cours du mois sous revue après 4,50% le mois précédent, dont 4,50% sur les trois premières adjudications et 2,50% à la dernière.

Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur le compartiment à une semaine s'est établi à 5,37%, en baisse de 21,9 points de base par rapport au niveau d'avril 2018. Un an plus tôt, ce taux ressortait à 4,03%. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur l'ensemble des maturités est ressorti à 5,38%, en repli de 17,3 points de base en un mois.

Graphique 9 : Evolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2- Taux d'intérêt débiteurs

L'analyse des conditions de banque à fin mai 2018 indique une quasi-stabilité du taux débiteur moyen, hors taxes et charges, qui est ressorti à 6,70%, après 6,71% le mois précédent.

Suivant la nature du débiteur, les taux d'intérêt ont baissé au niveau des concours accordés à l'Etat et organismes assimilés (-174,7 pnb), aux sociétés d'Etat et établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) (-20,6 pnb) et aux entreprises privées du secteur productif (-1,5 pnb). En revanche, le coût du crédit s'est accru pour les avances à la clientèle financière (+40,1 pnb), aux entreprises individuelles (+15,5 pnb) et aux particuliers (+11,4 pnb). L'analyse suivant l'objet du

crédit indique une baisse des taux débiteurs relatifs aux crédits d'équipement (-85,2 pdb), d'habitation (-15,5 pdb) et de consommation (-3,7 pdb). Par contre, les taux appliqués aux crédits d'exportation (+12,4 pdb) et de trésorerie (+8,2 pdb) ont augmenté.

Tableau 3 : Evolution des taux débiteurs moyens des banques de l'UEMOA selon la nature et l'objet du crédit (%)

| | Niveau moyen mensuel | | | | | | Variation mensuelle (en points de base) | |
|------------------------------------------|----------------------|------------|------------|------------|------------|------------|-----------------------------------------|-------------|
| | 2016 | | 2017 | | 2018 | | 2018 | |
| | mai | déc | mai | déc | avril | mai | avril | mai |
| Taux débiteur global | 7,0 | 7,2 | 6,9 | 6,9 | 6,7 | 6,7 | -11,2 | -1,0 |
| Particuliers | 8,2 | 8,7 | 8,2 | 7,3 | 8,6 | 8,7 | 79,2 | 11,4 |
| Entreprises individuelles | 9,0 | 6,9 | 6,4 | 6,8 | 6,6 | 6,7 | 3,5 | 15,5 |
| Entreprises privées du secteur productif | 6,5 | 7,2 | 6,7 | 7,1 | 6,7 | 6,7 | 6,6 | -1,5 |
| Clientèle financière | 7,5 | 7,9 | 6,5 | 7,1 | 8,6 | 9,0 | 69,7 | 40,1 |
| Sociétés d'Etat et EPIC | 6,2 | 6,7 | 5,7 | 6,2 | 5,3 | 5,1 | -105,5 | -20,6 |
| Trésorerie | 6,7 | 7,0 | 6,5 | 6,5 | 6,2 | 6,2 | -24,5 | 8,2 |
| Consommation | 7,6 | 8,3 | 8,1 | 7,6 | 8,2 | 8,1 | 50,3 | -3,7 |
| Equipement | 8,2 | 7,6 | 7,2 | 7,8 | 8,4 | 7,5 | 53,8 | -85,2 |
| Exportation | 7,8 | 6,4 | 8,1 | 9,1 | 5,9 | 6,0 | 15,8 | 12,4 |
| Habitation | 4,0 | 7,0 | 8,1 | 7,2 | 7,9 | 7,7 | -4,7 | -15,5 |

(*) données provisoires

Source : BCEAO

Une baisse des taux débiteurs est observée dans tous les pays de l'Union, à l'exception du Bénin où ces taux ont augmenté, en moyenne, de 15,8 points de base (pdb) pour s'établir à 8,4% en mai 2018. Les replis les plus importants ont été notés au Burkina (-95,2 pdb, à 6,74%), au Niger (-56,8 pdb, à 9,09%), en Côte d'Ivoire (-19,9 pdb, à 6,03%) et en Guinée-Bissau (-8,2 pdb, à 9,59%).

Quant au taux moyen de rémunération des dépôts de la clientèle, il est ressorti en légère hausse de 12,8 points de base, à 5,46%, au mois de mai 2018. Par pays, cet accroissement est localisé au Bénin (+58,6 pdb, à 5,97%), en Côte d'Ivoire (+37,8 pdb, à 5,20%) et au Niger (+10,9%, à 6,03%). Un repli a été noté en Guinée-Bissau (-155,3 pdb, à 3,34%) et au Burkina (-10,8 pdb, à 4,99%).

3.3. Liquidité bancaire

Au cours du mois de mai 2018, la liquidité propre des banques s'est améliorée de 306,3 milliards. Les soldes positifs des transferts externes et des opérations avec les Etats ont eu des incidences positives sur la liquidité des institutions de crédit, respectivement de 148,8 milliards et 187,7 milliards. Quant à la circulation fiduciaire, sa progression a atténué l'amélioration de la liquidité.

Tableau 4 : Répartition des refinancements suivant les guichets¹

(en milliards, sauf indication contraire)

| | Encours mensuel | | | Variation | |
|-------------------------------------------|-----------------|---------|---------|-----------|--------|
| | 2017 | 2018 | | 2018 | |
| | mai | avril | mai | avril | mai |
| Guichet hebdomadaire | 3 593,2 | 3 121,0 | 2 963,8 | -0,6 | -157,2 |
| Guichet mensuel | 782,1 | 713,5 | 684,0 | -6,5 | -29,5 |
| Guichet de prêt marginal | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Guichet spécial de refinancement | 88,5 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Refinancement total de la Banque Centrale | 4 463,9 | 3 834,5 | 3 647,8 | -7,0 | -186,7 |

Source : BCEAO

Dans ce contexte marqué par une amélioration de leur trésorerie propre, les banques se sont désengagées des guichets de refinancement de la BCEAO de 186,7 milliards.

Tableau 5 : Facteurs explicatifs de l'évolution de la liquidité des banques

| | (en milliards) | | |
|-------------------------------------------------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|
| | mai-17 / avr-17 | avr-18 / mars-18 | mai-18 / avr-18 |
| Circulation fiduciaire (1) | -34,6 | 111,1 | 30,2 |
| Transferts nets des banques (2) | 148,8 | 117,8 | 148,8 |
| Opérations des États avec les banques et autres facteurs nets (3) | -86,4 | 209,1 | 187,7 |
| Position structurelle de liquidité (4) = (2) + (3) – (1) | 97,1 | 215,8 | 306,3 |
| Réserves obligatoires (5) | 10,7 | -14,0 | -5,8 |
| Hausse (+) ou baisse (-) des besoins de liquidité (6) = (5) – (4) | -86,3 | -229,8 | -312,1 |
| Refinancements (7) | -113,1 | -7,0 | -186,7 |
| Variation de la liquidité bancaire (8) = (4) + (7) | -16,0 | 208,8 | 119,6 |

Source : BCEAO

L'analyse de la mise en œuvre du dispositif des réserves obligatoires, au terme de la période de constitution échu le 15 mai 2018, fait apparaître une situation excédentaire pour les banques de l'Union par rapport aux réserves requises. Les réserves libres des banques, évaluées sur la période, sont ressorties à 1.040,9 milliards, soit 166,4% des réserves requises, en hausse de 26,7 points de pourcentage par rapport à avril 2018.

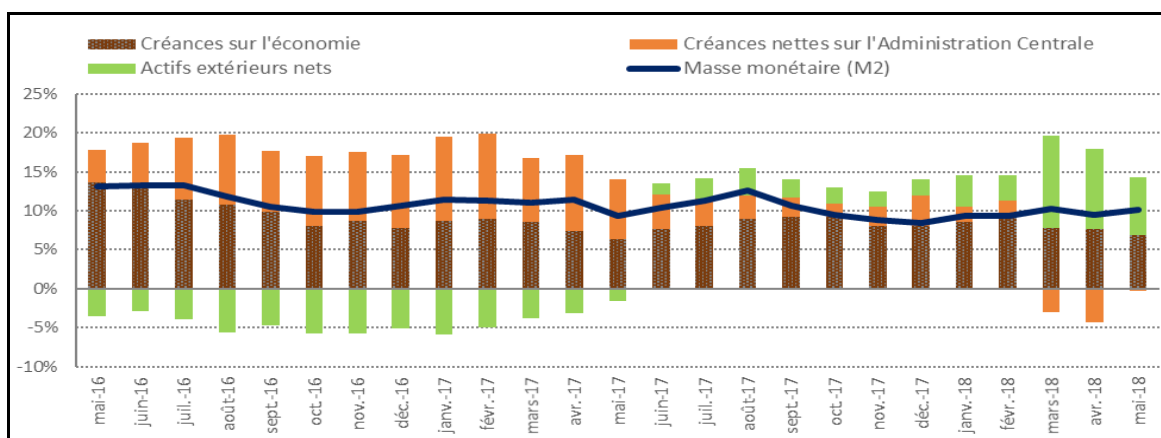
3.4 Situation monétaire

La situation monétaire de l'Union à fin mai 2018 est caractérisée par une progression, en glissement annuel, de la masse monétaire (+10,2%), portée par l'accroissement de sa contrepartie extérieure et des créances sur l'économie.

Pour leur part, les composantes de la masse monétaire que sont les dépôts et la circulation fiduciaire, se sont accrues respectivement de 12,0% et de 4,5%.

¹NB : Les données des encours ne concernent que les banques

Graphique 10 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.4.1 Les Actifs Extérieurs Nets des institutions de dépôt

Les Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt de l'Union se sont renforcés de 1.771,9 milliards en une année, en liaison avec la consolidation des AEN de la BCEAO (+2.214,5 milliards). Les réserves officielles de change de la Banque Centrale se sont établies à 9.638,1 milliards, en hausse de 2.257,2 milliards par rapport à mai 2017. Cette amélioration du niveau des réserves a été induite notamment par la mobilisation d'euro-obligations par le Sénégal et la Côte d'Ivoire en mars 2018 pour un montant de 2.010,9 milliards. La couverture des actifs de réserves est ainsi ressortie à 5,7 mois d'importations de biens et services contre 4,2 mois à fin février 2018, avant la mobilisation des ressources sur les marchés des capitaux, et 5,5 mois en avril 2018.

3.4.2 Les créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé de 1.545,2 milliards ou 6,1%, en rythme annuel, pour s'établir à 26.820,7 milliards, en liaison avec la hausse des créances sur l'économie, celles sur les administrations publiques centrales (APUC) s'étant repliées.

Tableau 6 : Situation monétaire à fin avril 2018

(Encours en fin de période, en milliards de FCFA sauf indication contraire)

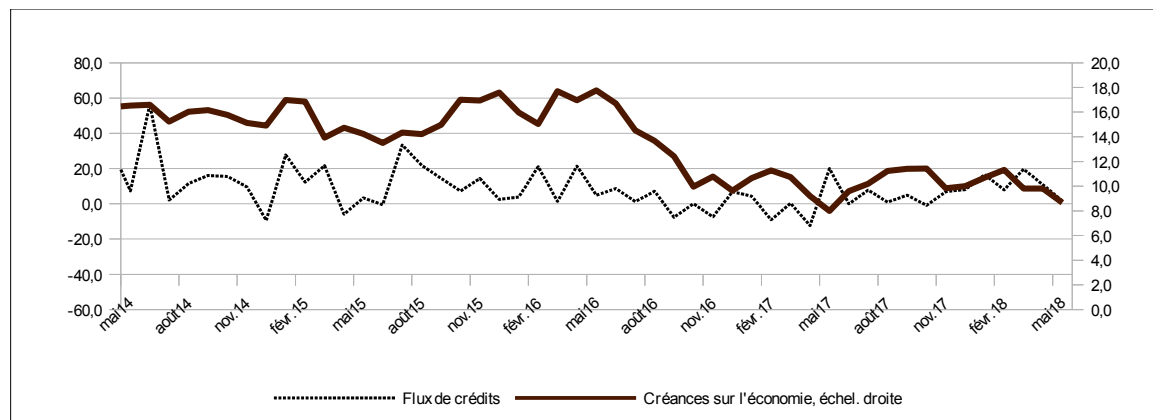
| | Mai -17 | Déc 17 | Avril-18 | Mai -18 | Variation | | | |
|---------------------------|----------|----------|----------|----------|-------------------|------|------------------|------|
| | | | | | Mensuelle (4)/(3) | | annuelle (4)/(1) | |
| | | | | | (niveau) | (%) | (niveau) | (%) |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (niveau) | (%) | (niveau) | (%) |
| Masse monétaire | 23 699,3 | 24 649,8 | 25 771,6 | 26 107,3 | 335,7 | 1,3 | 2 408,0 | 10,2 |
| Actifs extérieurs nets | 4 534,7 | 4 172,5 | 6 340,9 | 6 306,6 | -34,3 | -0,5 | 1 771,9 | 39,1 |
| Créances intérieures | 25 275,5 | 27 438,0 | 26 374,0 | 26 820,7 | 446,8 | 1,7 | 1 545,2 | 6,1 |
| Créances nettes sur APUC* | 6 569,0 | 7 276,8 | 6 014,2 | 6 490,4 | 476,2 | 7,9 | -78,6 | -1,2 |
| Créances sur l'économie | 18 706,5 | 20 161,2 | 20 359,7 | 20 330,3 | -29,4 | -0,1 | 1 623,8 | 8,7 |

Source : BCEAO

(*) APUC : Administrations Publiques Centrales

Le rythme de croissance des créances sur l'économie s'est établi à 8,7% contre 8,0% à la même période de l'année 2017 et 9,8% le mois précédent. Les créances ont été portées essentiellement par la hausse des crédits bancaires aux entreprises privées non financières (+1.068,9 milliards ou +10,3%) et aux ménages (+540,8 milliards ou +9,7%). Les prêts aux sociétés publiques se sont accrus de 403,9 milliards ou 48,0% et ceux aux sociétés financières non bancaires ont augmenté de 74,5 milliards ou 13,1%.

Graphique 11 : Evolution comparée de nouvelles mises en places de crédits bancaires et des créances sur l'économie (glissement annuel en %)



Source : BCEAO

Le ralentissement du rythme de progression des créances sur l'économie entre avril et mai 2018 (8,7% contre 9,8% en avril) s'est accompagné par celui, plus accentué, de nouvelles mises en place de crédits, traduisant un niveau de remboursement des concours bancaires moins important que celui du mois d'avril 2018. En effet, le rythme de crédits nouvellement mis en place a ralenti, passant de 10,8% en avril à 1,6% en mai 2018. Le volume des crédits bancaires est toutefois ressorti en hausse, comparativement à la situation d'avril 2018. Le cumul mensuel, toutes maturités confondues, est estimé à 1.132,7 milliards, soit un accroissement de 4,9% par rapport au mois d'avril 2018.

Le redressement des mises en place de crédit intervient dans un contexte de baisse des ressources collectées par les banques. En effet, les dépôts mobilisés par les banques de l'UEMOA ont baissé de 5,8% à fin mai 2018, en ressortant à 544,9 milliards contre 578,4 milliards le mois précédent. La contraction du volume des dépôts bancaires est imputable principalement aux coopératives et groupements villageois, aux entreprises privées du secteur productif et à la clientèle financière.

Quant aux créances nettes sur l'administration centrale, elles enregistrent une baisse de 1,2% en mai 2018 après celle de 14,4% en avril 2018. En effet, les émissions de la Côte d'Ivoire et du Sénégal en mars 2018 sur les marchés internationaux des capitaux ont réduit leurs recours au marché financier régional et accru leurs avoirs auprès du système bancaire. Ainsi, les concours des banques aux Etats se sont globalement contractés de 202,8 milliards en une année.

Au cours des cinq premiers mois de l'année 2018, les émissions de la Côte d'Ivoire sur le marché intérieur sont ressorties à 87,1 milliards contre 498,3 milliards à la même période de l'année 2017. Quant au Sénégal, il n'a émis aucun titre depuis le début de l'année 2018.

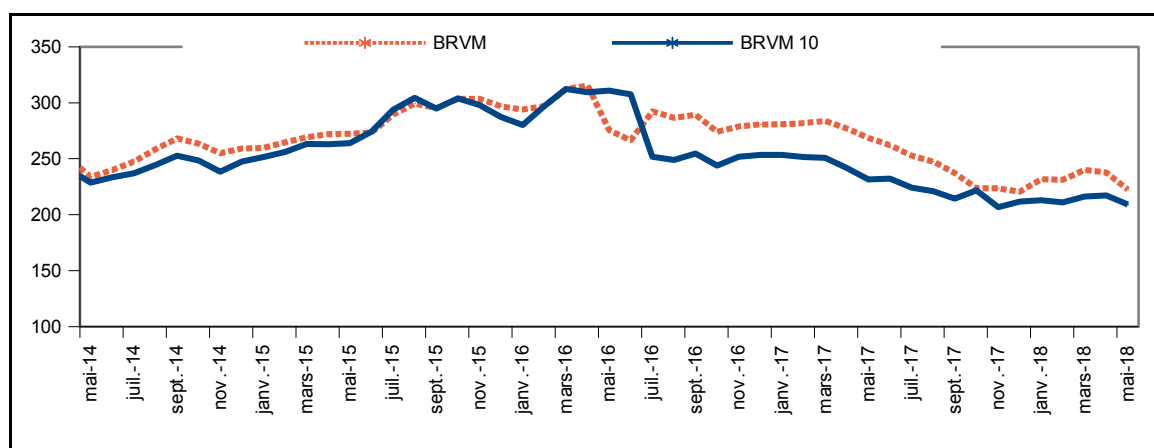
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

Les activités du marché boursier régional poursuivent leur lente reprise et les Etats ont une préférence pour les ressources longues du marché de titres de dette publique.

4.1 Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), le principal indicateur d'activité du marché, l'indice BRVM composite, poursuit sa tendance baissière à 218,4 points à fin mai 2018 contre 238,9 points à la même période d'avril. La même tendance est observée au niveau de l'indice BRVM 10, passant de 220,9 points à fin avril à 204,7 points à fin mai 2018. En moyenne, sur le mois sous revue, ces indicateurs d'activité baissent respectivement de 6,4%, à 222,4 points, et 3,5%, à 209,2 points.

Graphique 12 : Evolution des indices boursiers de la BRVM (points)



Source : BRVM

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 10 se sont repliés respectivement de 17,3% et 9,7%.

2.5.- Marché de titres de la dette publique

Au cours du mois de mai 2018, le volume des ressources levées sur le marché financier régional a baissé de 24,2 milliards par rapport au mois précédent, pour s'établir à 159,0 milliards. En variation annuelle, le montant des titres publics souscrits s'est contracté de 115,1 milliards par rapport à son niveau de mai 2017. Cette situation s'explique par le non-recours de la Côte d'Ivoire et du Sénégal au marché financier régional depuis leurs émissions d'euro-obligations en mars 2018.

Le taux de couverture des émissions est néanmoins ressorti, en moyenne, à 139,3% en mai 2018 contre 108,2% un an auparavant. Les bons du Trésor ont représenté 79,7% des émissions.

Tableau 7: Evolution des ressources mobilisées par les Etats entre mars et avril 2018*(En milliards)*

| | mai 2017 | 2018 | | Variation (mds) | |
|--------------|--------------|--------------|--------------|-----------------|---------------|
| | | avril | mai | mensuelle | annuelle |
| Bons | 201,7 | 93,5 | 126,7 | 33,2 | -75,0 |
| Obligations | 72,4 | 89,7 | 32,3 | -57,4 | -40,1 |
| Total | 274,1 | 183,2 | 159,0 | -24,2 | -115,1 |

Sources : UMOA -Titres, BCEAO

Sur le compartiment des bons du Trésor, les taux ont été globalement constants en glissement mensuel. Le taux d'intérêt moyen pondéré est ressorti à 6,2% en mai 2018 comme le mois précédent. En revanche, il a évolué à la hausse par rapport à mai 2017 où il est ressorti à 5,5%.

Pour les émissions obligataires, le taux de rendement moyen s'est situé à 7,3% au cours de la période sous revue, contre 7,4% en avril 2018 et 7,3% un an auparavant.

Sur les marchés internationaux des capitaux, aucun Etat membre de l'Union n'est intervenu au cours du mois de mai 2018, après les émissions d'euro-obligations par la Côte d'Ivoire et le Sénégal en mars 2018.

V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA

Il est attendu une poursuite de la dynamique de l'activité sur le reste de l'année 2018, confortée notamment par les effets positifs attendus des modifications de la politique fiscale américaine. À très court terme, l'activité économique demeurerait soutenue. Au niveau des pays de l'Union, l'ensemble des secteurs d'activité renforceraient leur tendance haussière, dans un contexte de faible progression de l'inflation. Les économies de l'Union bénéficieraient du renforcement de la demande intérieure et de la poursuite du redressement des cours des matières premières, ainsi que des perspectives favorables de la campagne agricole notamment dans les pays du sahel. Toutefois, les contre-performances des entreprises commerciales et industrielles conduiraient au ralentissement de la croissance économique de l'Union au deuxième trimestre 2018.

5.1. Environnement international

5.1.1. Activité économique

Un regain de dynamisme serait observé dans les pays émergents et en développement, ainsi que dans les pays avancés. Les indicateurs conjoncturels disponibles indiquent un renforcement de la croissance dans les pays partenaires de l'Union au deuxième trimestre 2018. Le taux de croissance du PIB est attendu en hausse au Japon et au Royaume-Uni.

Tableau 8 : Prévision du taux de croissance, en glissement annuelle (%)

| | Réalizations | | Estimations | Prévisions | |
|-----------------------------------------|--------------|------------|-------------|------------|------------|
| | T3- 2017 | T4- 2017 | | T1- 2018 | T2- 2018 |
| Economies avancées | 2,3 | 2,5 | 2,4 | 2,5 | 2,4 |
| <i>Etats-Unis</i> | 2,3 | 2,6 | 2,9 | 2,9 | 2,8 |
| <i>Zone euro</i> | 2,7 | 2,8 | 2,5 | 2,4 | 2,4 |
| <i>Japon</i> | 1,9 | 1,8 | 1,0 | 1,8 | 1,7 |
| <i>Royaume Uni</i> | 1,8 | 1,4 | 1,2 | 1,5 | 1,4 |
| Economies émergentes | 5,7 | 5,8 | 5,8 | 6,0 | 5,9 |
| <i>Chine</i> | 6,8 | 6,8 | 6,8 | 6,8 | 6,7 |
| <i>Inde</i> | 6,4 | 6,8 | 7,3 | 7,4 | 7,3 |
| <i>Brésil</i> | 1,5 | 2,2 | 1,2 | 2,7 | 2,7 |
| <i>Autres (Russie et AFS)</i> | 2,4 | 1,6 | 1,5 | 1,7 | 1,9 |
| Pays partenaires de l'UEMOA | 3,7 | 3,9 | 4,0 | 4,0 | 3,9 |
| <i>France</i> | 2,3 | 2,6 | 2,1 | 2,2 | 2,1 |
| <i>Pays-bas</i> | 3,8 | 3,3 | 3,3 | 3,1 | 2,8 |
| <i>Autres (Etats-Unis, Chine, etc.)</i> | 3,8 | 3,9 | 4,1 | 4,2 | 4,1 |

Sources : OCDE, calculs BCEAO

Dans les pays émergents, l'activité économique se renforcerait au Brésil et en Inde. Dans les pays en développement, les perspectives à moyen terme dans la zone CEMAC font état d'une amélioration progressive de la situation économique et financière de la région, sous réserve d'une mise en œuvre complète des engagements pris auprès du FMI par les États membres et les institutions régionales de la CEMAC. Il est attendu un taux de croissance du PIB de 2,1% en 2018, contre -0,1% en 2017.

5.1.2. Inflation dans les pays partenaires

Les taux d'inflation dans la plupart des économies avancées se situeraient à des niveaux proches des objectifs des banques centrales, à l'exception de la zone euro et du Japon. Dans la plupart des pays émergents, les prix sont en baisse malgré la fermeté

attendue des cours du baril de pétrole. Au Ghana et au Nigeria, la baisse des tensions inflationnistes se poursuivrait.

Selon les groupes de pays, l'évolution de l'inflation se présente comme suit :

Tableau 9 : Prévision du taux d'inflation, en variation annuelle (%)

| | Réalisations | | Estimations | Prévisions |
|------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | avr.-18 | mai-18 | juin-18 | juil.-18 |
| Economies avancées | 1,86 | 2,26 | 2,06 | 1,88 |
| <i>Etats-Unis</i> | 2,46 | 2,80 | 2,60 | 2,40 |
| <i>Zone euro</i> | 1,30 | 1,90 | 1,50 | 1,30 |
| <i>Autres</i> | 1,25 | 1,46 | 1,62 | 1,49 |
| Economies émergentes | 2,53 | 2,29 | 2,39 | 2,53 |
| <i>Chine</i> | 1,80 | 1,80 | 2,00 | 2,00 |
| <i>Inde</i> | 3,97 | 4,60 | 4,80 | 4,50 |
| <i>Brésil</i> | 2,76 | 2,86 | 2,90 | 2,90 |
| <i>Autres</i> | 2,82 | 2,82 | 2,59 | 2,69 |
| Pays partenaires de l'UEMOA | 2,34 | 2,58 | 2,48 | 2,37 |
| <i>France</i> | 1,64 | 2,02 | 1,80 | 1,80 |
| <i>Pays-bas</i> | 1,11 | 1,74 | 0,90 | 0,90 |
| <i>Autres</i> | 2,40 | 2,61 | 2,54 | 2,43 |
| Pays voisins de l'UEMOA | 12,30 | 12,22 | 12,12 | 12,02 |
| <i>Nigeria</i> | 12,48 | 12,40 | 12,30 | 12,20 |
| <i>Ghana</i> | 9,55 | 9,50 | 9,40 | 9,30 |

Sources : OCDE, sites et revues spécialisés, calculs BCEAO

5.1.3. Prix des produits de base

Sur les marchés des matières premières, les prix de la plupart des produits agricoles demeureraient en hausse, mais leurs niveaux restent relativement faibles. Au total, les cours des principaux produits exportés et importés par les pays de l'Union progresseraient sur les mois de juin et juillet de l'année 2018.

Tableau 10 : Prévisions des cours des matières premières (en dollars)

| | Réalisations | | Estimations | Prévisions | |
|-------------------------------------------|--------------|---------|-------------|------------|----------|
| | mars-18 | avr.-18 | mai-18 | juin-18 | juil.-18 |
| Pétrole brut (NYMEX) (en \$/baril) | 62,7 | 66,3 | 69,9 | 65,6 | 69,8 |
| Or (en \$/once) | 1 325,8 | 1 331,8 | 1 303,1 | 1 295,3 | 1 296,3 |
| Cacao (OICC) (en cents/livre) | 113,6 | 119,1 | 120,5 | 107,6 | 108,6 |
| Café robusta (OIC) (en cents/livre) | 87,3 | 87,6 | 87,9 | 85,8 | 86,8 |
| Coton (NY 2ème position) (en cents/livre) | 82,8 | 82,9 | 85,3 | 92,4 | 93,4 |
| Blé (cents/boisseau) | 473,4 | 471,2 | 527,7 | 530,8 | 531,8 |
| Maïs (cents/boisseau) | 383,1 | 386,9 | 398,6 | 375,2 | 376,2 |
| Riz (cents/lb) | 12,3 | 12,6 | 12,3 | 11,6 | 12,6 |

Sources : Reuters, calculs BCEAO

5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA

Pour le mois de juin 2018, les économies de l'Union bénéficieront du renforcement de la demande intérieure et de la poursuite du redressement des cours des matières premières, ainsi que des perspectives favorables de la campagne agricole notamment dans les pays du sahel. Pour le troisième trimestre 2018, dans son ensemble, ces conditions favorables demeureraient, avec la fermeté de la demande en provenance des principaux pays

partenaires européens dont la croissance est demeurée à un niveau soutenable.

Toutefois, l'accentuation des tensions commerciales et la mise en œuvre de mesures de rétorsion par les partenaires économiques de l'Union pourraient affaiblir les perspectives économiques de l'UEMOA via la réduction du volume du commerce mondial.

L'activité économique se consoliderait dans le secteur des industries, en lien principalement avec la vigueur de la demande aussi bien sur le marché intérieur qu'à l'extérieur. L'augmentation attendue des coûts d'exploitation affaiblirait cette tendance. En ce qui concerne les activités commerciales, les entreprises anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires, avec l'accroissement des commandes en provenance notamment de l'étranger. Les entreprises commerciales maintiendraient inchangés leurs prix de vente. La détention prolongée de stocks pèserait sur la situation de leur trésorerie. Les entreprises du secteur des services renoueraient avec la reprise du fait de la hausse attendue de la demande. Les prix des prestations augmenteraient et la trésorerie ressortirait confortable. Les opérateurs des bâtiments et travaux publics anticipent un accroissement de leur activité, en liaison avec l'augmentation des nouveaux contrats signés.

Les estimations effectuées par la BCEAO à partir des résultats des enquêtes de conjoncture à fin mai 2018 et les dernières informations disponibles font ressortir un léger ralentissement de la croissance, à très court terme, des économies de l'Union, avec un taux de progression de l'activité économique de 6,4% au deuxième trimestre 2018, après une réalisation de 6,5% le trimestre précédent. Le recul du rythme d'activité au deuxième trimestre 2018 est attribuable notamment à l'arrêt de la production de pétrole au Niger pour des travaux de maintenance, aux difficultés d'extraction de ce produit en Côte d'Ivoire, aux contre-performances observées dans certaines industries au Sénégal et à la crise sociopolitique qui a entamé la confiance du secteur privé au Togo. La bonne tenue de la production d'énergie et l'accroissement des dépenses courantes des administrations publiques ont atténué cette tendance baissière.

Par branche, la dynamique de l'économie de l'Union est projetée comme suit :

Tableau 10 : Evolution de la croissance au sein de l'UEMOA par secteur d'activité (contribution en point de %)

| Branche d'activités | Taux de croissance Annuel (%) | | | Taux de croissance trimestrielle (glissement annuel %) | | | | | | |
|----------------------------------------------------------------|-------------------------------|------------|------------|--------------------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | Réalizations | | | Réalizations | | | | Estimation | | Prévision |
| | 2015 | 2016 | 2017 | T4-2016 | T1-2017 | T2-2017 | T3-2017 | T4-2017 | T1-2018 | T2-2018 |
| Secteur primaire | 1,0 | 1,2 | 1,5 | 1,8 | 1,4 | 1,3 | 1,1 | 1,1 | 1,0 | 1,4 |
| Agriculture vivrière | 0,6 | -2,8 | 0,5 | 1,7 | 0,7 | 0,5 | 0,1 | 0,5 | 0,4 | 0,4 |
| Agriculture de rente (ou exportation) | 0,3 | 0,0 | 0,6 | -0,1 | 0,4 | 0,4 | 0,7 | 0,3 | 0,3 | 0,4 |
| Sylviculture | 0,1 | 2,8 | 0,3 | 0,0 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,5 |
| Pêche | 0,0 | 1,3 | 0,1 | 0,2 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,1 |
| Secteur secondaire | 1,0 | 1,6 | 1,6 | 1,7 | 1,4 | 1,5 | 1,4 | 1,4 | 1,6 | 0,8 |
| Activités extractives | 0,1 | 1,0 | 0,4 | 0,1 | 0,9 | 0,4 | -0,6 | 0,5 | 0,7 | -0,3 |
| Industries manufacturières | 0,4 | 0,3 | 0,6 | 0,4 | 0,4 | 0,6 | 1,2 | -0,3 | 0,7 | 0,5 |
| Production énergie | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,8 | 0,1 | 0,2 | 0,1 | -0,1 | -0,1 | 0,3 |
| BTP | 0,5 | 0,2 | 0,5 | 0,4 | 0,1 | 0,2 | 0,8 | 1,3 | 0,4 | 0,3 |
| Secteur tertiaire | 3,0 | 3,8 | 3,4 | 3,0 | 3,8 | 3,9 | 4,0 | 3,8 | 3,9 | 4,2 |
| Commerce | 0,4 | 0,7 | 0,6 | 0,4 | 0,2 | 1,1 | 0,6 | 0,8 | 0,7 | 0,5 |
| Transports, postes et communications | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,7 | 0,2 | 0,6 | 0,9 | 1,2 | 0,8 | 0,7 |
| Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM | 0,6 | 1,3 | 1,1 | 1,2 | 1,4 | 1,5 | 1,5 | 0,1 | 1,1 | 1,3 |
| Services non marchands | 0,7 | 0,9 | 0,5 | 0,7 | 1,0 | 0,8 | 1,0 | 0,8 | 0,3 | 0,6 |
| Impôts et taxes | 0,8 | 0,4 | 0,8 | 0,3 | 1,0 | 1,0 | 1,5 | 1,0 | 0,9 | 1,1 |
| Produit Intérieur Brut | 6,2 | 6,6 | 6,5 | 6,7 | 6,6 | 6,7 | 6,5 | 6,3 | 6,5 | 6,4 |

Source : BCEAO

Sur la base des estimations du premier trimestre et des prévisions sur le deuxième trimestre de l'année ainsi que des informations disponibles à ce jour, le rythme d'expansion de l'économie de l'UEMOA s'établirait à 6,8% en 2018, en net accroissement par rapport aux réalisations de 2017 (+6,5%). La croissance du PIB serait portée principalement par les secteurs tertiaire et secondaire, dont les contributions représenteraient respectivement 3,3 points et 2,1 points. Le secteur tertiaire bénéficierait du dynamisme des services de télécommunications, du tourisme et de l'hôtellerie ainsi que de l'essor des activités commerciales. La consolidation de la valeur ajoutée du secteur secondaire proviendrait notamment du renforcement de l'apport des Bâtiments et Travaux Publics (BTP), induit par l'exécution des projets d'investissement, particulièrement au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Les productions agroalimentaires et chimiques porteraient également la croissance du secteur secondaire. Le secteur primaire, dont l'apport à la croissance économique ressortirait à 1,3 point en 2018, serait soutenu principalement par l'augmentation des productions agricoles vivrière et d'exportation.

Du côté de la demande, le regain de dynamisme de l'activité serait lié à l'augmentation attendue des revenus notamment salariaux. La demande extérieure nette aurait une contribution positive à la croissance des économies de l'Union (0,1 point contre -0,5 point en 2017), du fait de la hausse prévue des cours des matières premières et de la reprise soutenue dans les pays partenaires. En revanche, la contribution des dépenses d'investissements est ressortie plus faible (1,9 point contre 2,4 points en 2017).

5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union

Selon les estimations, la masse monétaire de l'Union se situerait à 26.102,2 milliards à fin juin 2018 contre 23.761,8 milliards un an plus tôt. La hausse de 2.340,4 milliards (ou +9,8%) qui en résulterait serait imputable à la progression de 1.887,9 milliards (+7,5%) des créances intérieures attendues à 26.934,6 milliards et des AEN (+1.244,9 milliards ou +24,6%).

L'accroissement des créances intérieures serait lié à la hausse, en glissement annuel, des créances sur l'économie (+8,6%) qui s'établiraient à 20.518,5 milliards et de celles nettes sur les Administrations publiques centrales (+5,2%).

Sous l'angle de ses composantes, l'accroissement de la masse monétaire se traduirait à fin juin 2018, en glissement annuel, par la hausse des dépôts (+2.101,0 milliards) et de la circulation fiduciaire (+239,4 milliards).

5.4. Perspectives d'inflation

Les prévisions d'inflation font ressortir une légère hausse du rythme de progression des prix en juin 2018 (+0,7% contre 0,3% en mai 2018). En juillet 2018, les prix évolueraient de 0,8%, en glissement annuel. La hausse du taux d'inflation serait imputable à l'accroissement des prix des produits alimentaires et des services de logement.

Tableau 11 : Evolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction (contribution en point de %)

| Fonctions | Réalizations | | | | Estimations | | Prévisions |
|--------------------------------------------|--------------|------------|------------|------------|-------------|------------|------------|
| | avr. 17 | déc. 17 | mars 18 | avr. 18 | mai 18 | juin 18 | juil. 18 |
| Produits alimentaires et boissons | 0,1 | 0,3 | 0,5 | 0,7 | -0,2 | 0,4 | 0,4 |
| Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Habillement | 0,2 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Logement | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,1 | 0,1 |
| Ameublement | 0,1 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,0 |
| Santé | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Transport | -0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,2 |
| Communication | -0,1 | -0,2 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | 0,0 | 0,0 |
| Loisirs et culture | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Enseignement | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Restaurants et Hôtels | 0,1 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,2 | 0,0 | 0,1 |
| Autres biens | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,0 |
| Ensemble | 0,3 | 0,9 | 1,1 | 1,3 | 0,4 | 0,7 | 0,8 |

Source : BCEAO

L'augmentation des prix ainsi projetée serait amoindrie par l'offre suffisante des produits alimentaires locaux. Sur la base des réalisations des cinq premiers mois de 2018 et des prévisions sur le reste de l'année, le taux d'inflation, en moyenne annuelle, se situerait à 1,1% en 2018 contre une réalisation de 0,8% en 2017.



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A.1: Variation du chiffre d'affaires par branche

Tableau A.2: Indice de la production industrielle par branche

Tableau A.3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA

Tableau A.4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA (contribution en points de %)

Tableau A.5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement

Tableau A1 : Evolution du chiffre d'affaires par branche, (contribution en point de %)

| Branches | Variation mensuelle | | | | | Glissement annuel | |
|----------------------------------------------------------------------------------|---------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------------|-------------|
| | 2016 | 2017 | | 2018 | | 2018 | |
| | mai | mai | déc. | avril | mai | avril | mai |
| PRODUITS DE L'ALIMENTATION | -0,1 | 2,8 | -0,9 | 0,1 | 2,1 | -1,0 | -1,6 |
| Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs | -0,1 | 2,8 | -0,9 | 0,1 | 2,1 | -1,0 | -1,6 |
| EQUIPEMENT DE LA PERSONNE | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | 0,0 | -0,1 |
| Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | 0,0 | -0,1 |
| Montres, horloges, bijoux et pierre précieuses | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| EQUIPEMENT DU LOGEMENT | -0,1 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Ameublement, équipements et produits ménagers | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Matériaux de construction, quincaillerie, peintures, verres et articles de verre | -0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| AUTOMOBILES, MOTOCYCLES ET PIECES DETACHEES | -0,7 | 1,3 | -0,8 | -0,5 | -0,5 | -0,1 | -1,7 |
| Véhicules automobiles neufs | -0,6 | 0,9 | -1,0 | -0,7 | -1,2 | 0,1 | -1,9 |
| Véhicules automobiles usagers | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Motocycles neufs | -0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,4 | -0,3 | 0,0 |
| Motocycles usagers | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs | 0,0 | 0,3 | 0,1 | 0,2 | 0,4 | 0,0 | 0,2 |
| Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles usagers | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| PRODUITS PETROLIERS | 0,7 | -0,2 | 4,1 | -2,5 | -0,2 | 2,7 | 2,6 |
| Produits pétroliers | 0,7 | -0,2 | 4,1 | -2,5 | -0,2 | 2,7 | 2,6 |
| PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET COSMETIQUES | 1,4 | -0,7 | 0,2 | 0,5 | 0,2 | 0,1 | 1,0 |
| Produits pharmaceutiques et médicaux | 1,4 | -0,7 | 0,2 | 0,7 | 0,1 | 0,2 | 1,1 |
| Parfumerie et produits de beauté | -0,1 | 0,0 | 0,0 | -0,2 | 0,0 | -0,1 | -0,1 |
| PRODUITS DIVERS | 0,6 | 0,2 | -0,8 | -1,3 | 0,9 | 1,0 | 1,7 |
| Machines de bureau et matériel et informatique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | 0,1 | 0,0 |
| Autres appareils électriques et électroniques non ménagers | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Autres produits | 0,6 | 0,2 | -0,8 | -1,3 | 0,9 | 1,0 | 1,7 |
| INDICE GLOBAL | 1,8 | 3,3 | 1,8 | -3,8 | 2,5 | 2,7 | 1,9 |

(*) données provisoires, CVS

Source : BCEAO

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche, (contribution en point de %)

| Branches | Variation mensuelle | | | | | Glissement annuel | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|------------|-------------|-------------|------------|-------------------|-------------|
| | 2016 | 2017 | | 2018 | | 2018 | |
| | mai | mai | déc. | avril | mai | avril | mai |
| PRODUCTION DES ACTIVITES EXTRACTIVES | 0,9 | 0,2 | -2,1 | -1,3 | 1,7 | -1,9 | -0,4 |
| Pétrole brut et gaz naturel | 0,5 | 0,2 | -1,4 | -0,7 | 0,7 | -0,5 | 0,0 |
| Minerais d'uranium et de thorium | 0,2 | 0,1 | 0,2 | -1,3 | 0,7 | -0,7 | -0,2 |
| Minerais métalliques | 0,1 | 0,1 | -0,3 | -0,1 | 0,2 | -0,1 | 0,0 |
| Autres minerais | 0,1 | -0,3 | -0,5 | 0,8 | 0,0 | -0,5 | -0,2 |
| INDUSTRIES MANUFACTURIERES | 5,2 | 1,3 | -3,2 | -1,6 | 3,7 | -1,7 | 0,6 |
| Produits alimentaires et de boissons | 1,4 | -0,6 | -1,2 | -3,4 | 1,7 | -2,8 | -0,6 |
| Produits à base de tabac | -0,4 | 0,5 | -0,9 | -0,1 | 0,2 | 0,4 | 0,1 |
| Textiles | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | 0,4 | 0,4 |
| Articles d'habillement | 0,1 | 0,5 | -0,1 | 0,3 | 0,0 | -1,5 | -1,9 |
| Cuir; articles de voyage et de maroquinerie, articles de sellerie et de bourrellerie; chaussures | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Bois et articles en bois et en liège (sauf meubles); articles de vannerie et de sparterie | 0,0 | 0,0 | -0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Papier, carton et articles en papier et en carton | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Produits de l'édition, de l'imprimerie et supports enregistrés | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Produits pétroliers raffinés | 0,2 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | 0,3 | -0,2 | 0,1 |
| Produits chimiques | 0,5 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,3 | 0,3 |
| Caoutchouc et matières plastiques | 2,4 | 0,2 | -0,2 | 0,4 | 0,5 | 1,0 | 1,2 |
| Autres produits minéraux non métalliques | 1,0 | 0,4 | -0,6 | 0,5 | 0,5 | 0,0 | 0,1 |
| Produits métallurgiques de base | -0,1 | -0,1 | 0,0 | 0,1 | -0,1 | 0,1 | 0,0 |
| Ouvrages en métaux (sauf machines et matériel) | 0,0 | 0,3 | -0,2 | 1,0 | 0,5 | 0,5 | 0,8 |
| Machines et matériel n.c.a. | 0,0 | 0,0 | -0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,2 |
| Machines de bureau, machines comptables et matériel de traitement de l'information | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Machines et appareils électriques n.c.a. | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Equipement et appareils de radio, télévision et communication | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Instrument médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Véhicules automobiles, remorques et semi-remorques | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Autres matériels de transport | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Meubles; activités de fabrication n.c.a. | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Produits de récupération | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Autres activités de fabrication | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ ET D'EAU | 1,2 | 0,6 | -0,5 | 3,3 | 0,2 | 1,7 | 1,2 |
| Electricité, gaz, vapeur et eau chaude | 0,8 | 0,6 | -0,5 | 3,1 | 0,2 | 1,6 | 1,2 |
| Eau | 0,3 | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,0 | 0,1 | 0,0 |
| Indice Général | 7,3 | 2,1 | -5,8 | 0,5 | 5,5 | -1,9 | 1,4 |

(*) données provisoire, CVS
Source : BCEAO

Tableau A3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA (%)

| | Niveau moyen mensuel | | | | |
|------------------------------------------|----------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | 2016 | 2017 | | 2018 | |
| | mai | mai | déc. | avril | mai |
| NATURE DU DEBITEUR | | | | | |
| Etat et organismes assimilés | 7,35 | 6,84 | 5,91 | 5,44 | 3,69 |
| Particuliers | 8,23 | 8,23 | 7,26 | 8,55 | 8,66 |
| Clientèle financière | 7,54 | 6,52 | 7,07 | 8,61 | 9,01 |
| Sociétés d'Etat et EPIC | 6,17 | 5,69 | 6,22 | 5,33 | 5,12 |
| Assurances-Caisses de retraite | 8,38 | 5,95 | 7,74 | 7,44 | 7,56 |
| Entreprises privées du secteur productif | 6,45 | 6,68 | 7,15 | 6,70 | 6,69 |
| Entreprises individuelles | 8,98 | 6,44 | 6,82 | 6,56 | 6,71 |
| Coopératives et groupements villageois | 8,48 | 9,65 | 10,23 | 8,81 | 8,70 |
| Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.) | 8,95 | 9,36 | 8,07 | 8,81 | 8,43 |
| Personnels des banques | 2,87 | 3,09 | 2,54 | 2,18 | 3,13 |
| Total | 6,96 | 6,86 | 6,88 | 6,71 | 6,70 |
| OBJET DU CREDIT | | | | | |
| Habitation | 4,01 | 8,06 | 7,19 | 7,88 | 7,73 |
| Exportation | 7,76 | 8,09 | 9,15 | 5,91 | 6,03 |
| Equipement | 8,17 | 7,25 | 7,77 | 8,37 | 7,52 |
| Consommation | 7,60 | 8,07 | 7,61 | 8,15 | 8,11 |
| Trésorerie | 6,72 | 6,54 | 6,54 | 6,15 | 6,23 |
| Autres | 7,08 | 6,99 | 7,31 | 7,28 | 7,09 |
| Total | 6,96 | 6,86 | 6,88 | 6,71 | 6,70 |
| DUREE DU CREDIT | | | | | |
| inf ou égale à 1 mois | 5,82 | 5,59 | 5,57 | 5,63 | 5,60 |
| sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois | 6,26 | 6,16 | 6,07 | 5,98 | 5,87 |
| sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois | 8,42 | 7,91 | 6,79 | 7,37 | 7,79 |
| sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an | 7,05 | 7,16 | 7,98 | 7,31 | 6,87 |
| sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans | 8,18 | 6,27 | 8,00 | 9,18 | 8,20 |
| sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans | 8,47 | 7,88 | 7,92 | 8,44 | 8,25 |
| sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans | 8,46 | 8,46 | 7,52 | 7,04 | 8,01 |
| Plus de 10 ans | 2,74 | 6,24 | 6,16 | 6,51 | 5,15 |
| Total | 6,96 | 6,86 | 6,88 | 6,71 | 6,70 |

Source : BCEAO

**Tableau A4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA
(contribution en points de %)**

| | cumuls mensuels (en mds) | | | | Variation mensuelle | | Glissement annuel | |
|-------------------------------------------|--------------------------|---------|---------|---------|---------------------|------|-------------------|------|
| | 2017 | | 2018 | | 2018 | | 2018 | |
| | mai | déc. | avril | mai | avril | mai | avril | mai |
| Crédits bancaires totaux | 1 115,3 | 1 493,1 | 1 079,4 | 1 132,7 | -15,5 | 4,9 | 10,8 | 1,6 |
| Crédits aux particuliers | 191,6 | 232,7 | 129,8 | 134,3 | -5,6 | 0,4 | 1,9 | -5,1 |
| Crédits aux entreprises privées | 798,7 | 890,7 | 635,2 | 733,1 | -17,5 | 9,1 | -16,4 | -5,9 |
| Crédits aux entreprises du secteur public | 37,2 | 115,6 | 132,5 | 132,6 | 5,2 | 0,0 | 12,2 | 8,6 |
| Crédits de trésorerie | 738,4 | 985,4 | 707,9 | 739,3 | -4,1 | 2,9 | 1,2 | 0,1 |
| Crédits de consommation | 119,2 | 168,5 | 156,6 | 162,9 | -2,9 | 0,6 | 7,5 | 3,9 |
| crédits d'équipement | 85,1 | 130,4 | 57,4 | 75,7 | -3,8 | 1,7 | -3,2 | -0,8 |
| Crédits d'habitation | 24,7 | 23,8 | 17,8 | 14,4 | 0,1 | -0,3 | 0,1 | -0,9 |

Source : BCEAO

**Tableau A5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement
(en milliards, sauf indication contraire)**

| Pays | Banques venant au refinancement | | | Autres banques | | | Total | |
|---------------|---------------------------------|--------------|----------------------------|-----------------|--------------|----------------------------|-----------------|----------------------------|
| | Réserves libres | RO | En % des réserves requises | Réserves libres | RO | En % des réserves requises | Réserves libres | En % des réserves requises |
| Bénin | 87,5 | 37,9 | 230,7 | 10,2 | 6,2 | 165,4 | 97,7 | 221,6 |
| Burkina | 75,1 | 71,6 | 105,0 | 36,6 | 7,9 | 461,3 | 111,8 | 140,5 |
| Côte d'Ivoire | 117,5 | 125,1 | 94,0 | 318,2 | 101,4 | 313,8 | 435,7 | 192,4 |
| Guinée-Bissau | 5,8 | 2,4 | 241,4 | 4,6 | 1,7 | 262,2 | 10,3 | 250,1 |
| Mali | 81,9 | 79,0 | 103,6 | 11,7 | 3,8 | 310,4 | 93,5 | 113,0 |
| Niger | 22,2 | 22,6 | 98,4 | 17,0 | 6,0 | 283,2 | 39,2 | 137,1 |
| Sénégal | 84,0 | 85,5 | 98,2 | 98,0 | 40,8 | 240,5 | 182,0 | 144,1 |
| Togo | 45,2 | 23,0 | 197,0 | 25,4 | 10,7 | 237,8 | 70,6 | 210,0 |
| UMOA | 519,3 | 447,1 | 116,2 | 521,5 | 178,4 | 292,3 | 1 040,9 | 166,4 |

Source : BCEAO



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int